

QU'AVONS-NOUS BESOIN DE CONSTITUTION?...

Les deux partis marxistes avaient établi tous leurs calculs et leurs espoirs constitutionnels sur une pure spéculation. Le schéma était assez simpliste, mais, après tout, cette simplicité ne devait-elle pas concourir à en renforcer la vraisemblance? Et voilà: nous n'avons plus de constitution; celle de 1875 est caduque depuis l'acte du 10 juillet 1940 qui a dissous la III^e République; la légalité républicaine n'a pu être rétablie, la nouvelle république n'ayant pas encore proclamé ses principes; la séparation des pouvoirs, base nécessaire de toute constitution politique, est gravement méconnue parce que non clairement définie; enfin, les pouvoirs empiètent les uns sur les autres, faute d'être délimités avec une netteté suffisante. C'est le régime du provisoire, avec tout ce que ce terme renferme en puissance de conséquences redoutables pour la paix publique et la tranquillité des citoyens.

Ainsi, l'absence d'une Constitution était rendue responsable de tous les maux qui accablent la Nation. C'était elle qui expliquait les bas salaires, la hausse des prix, le marché noir, le rationnement, l'insolence des trusts, les manœuvres contre la monnaie, l'impuissance de la France dans sa politique extérieure. Laisser perdurer une telle situation, c'était favoriser le retour des Vichyssois et collaborateurs, ouvrir la voie au pouvoir personnel, mener le pays à l'abîme et préparer le règne de l'anarchie. Pour sortir la France de ce chaos, disaient les malins, et épargner au peuple les pires aventures, pas d'autre issue que de voter une nouvelle constitution, même mauvaise.

Par une campagne effrénée de démagogie et de provocations, les marxistes sont parvenus à déterminer chez certains une véritable panique renouvelée des terreurs de l'an mil. Et il est pénible de constater comment des politiciens peuvent, en abrutissant le peuple sous une tempête de slogans et de mensonges semipiternellement ressassés jusqu'à la satiété, jusqu'à la lassitude, abolir chez lui toute espèce de jugement et même de simple bon sens au point de lui faire voter le contraire de ce qu'il souhaitait, de lui faire prendre la vessie totalitaire pour une lanterne libérale. Ce qui nous porte à croire que si, comme on le colporte, maints socialistes ont transgressé la discipline de parti en votant «non», plus d'un citoyen indigné et décidé à s'absenter a finalement voté «oui», terrorisé qu'il était par les spectres du désordre et du provisoire qu'agitaient astucieusement de cyniques démagogues.

L'affaire a tout de même échoué. Ce n'est pourtant pas faute d'y avoir mis le prix, quand on songe à cette opération de fascination de tout un peuple entreprise par les communistes dès la Libération à coups de millions et de milliards, leur mainmise sur la presse et les syndicats et l'adhésion d'une foule d'intellectuels toujours à vendre. Pourtant, le résultat du vote ne nous satisfait pas. Il prouve que la France reste, comme avant 1939, divisée en deux blocs irréductibles: non pas celui du fascisme et celui de la démocratie - ces deux mots ayant d'ailleurs perdu depuis longtemps leur sens original et n'exprimant même plus une différence fondamentale de principes - mais le parti russe et le parti antirusse, comme le parti romain et le parti macédonien chez les Grecs décadents. Or, ce qui est grave à nos yeux ce n'est pas cette décadence politique de la France moderne en deux blocs ennemis: n'est-elle pas toujours pour nous la France bourgeoise et impérialiste? Ce qui est grave, c'est que la classe ouvrière s'est laissé embrigader dans un des deux partis contre son intérêt le plus évident.

Non, travailleurs français, une constitution politique ne peut rien pour adoucir les maux dont vous souffrez, et que le provisoire dure ou prenne fin, qu'est-ce que ça peut changer?

Votre sort est plus que jamais entre vos mains; l'exploitation que vous subissez est seulement d'origine économique et sociale. Et il n'y a rien à espérer sur un autre terrain que celui de la lutte des classes.